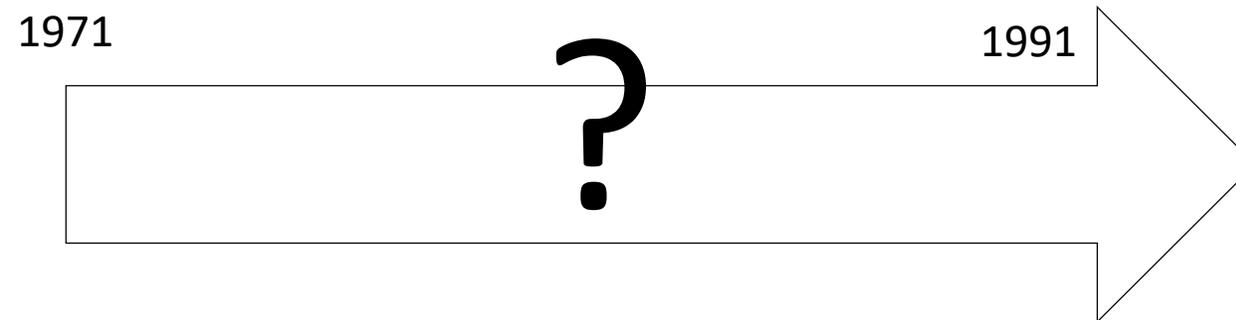
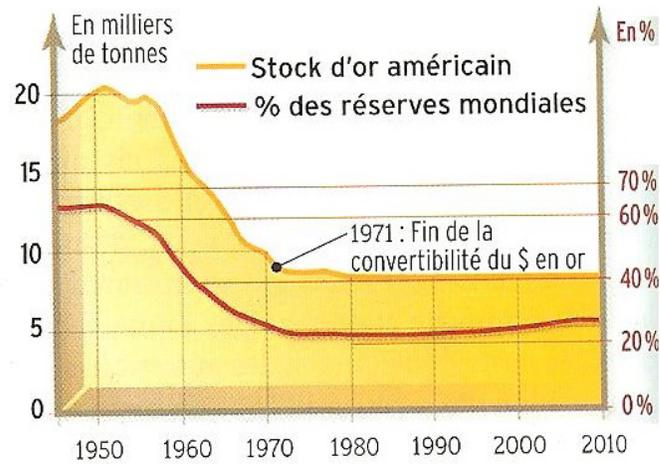


II- Nouvelle gouvernance et instabilité économique : 1971-1991.

Comment la coopération entre les Etats se réorganise-t-elle à partir de 1971 ?



A. Une économie plus instable.

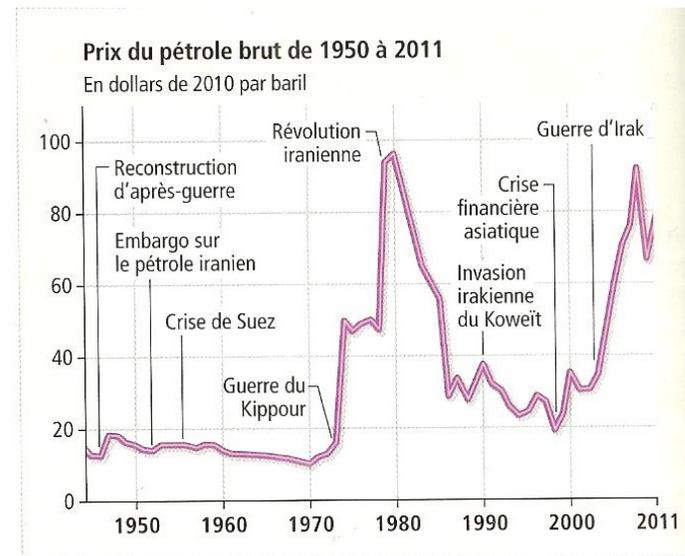


1. 1971 : la fin du «dollar étalon»

Stock d'or aux États-Unis entre 1950 et 2010.
Le 15 août 1971, en pleine pause estivale, le président américain Richard Nixon met fin à la convertibilité du dollar en or.



1^{er} choc pétrolier,
caricature de Fritz Behrendt, 1973
(W. Brandt ; G. Pompidou ; R. Nixon ; E. Heath)



L'évolution du cours du pétrole



2. Le néolibéralisme selon M. Thatcher

La leçon d'histoire économique de l'Europe des années 1970 et 1980 est que la planification centrale ne marche pas, contrairement à l'effort et à l'initiative personnels. Qu'une économie dirigée par l'État est recette de croissance lente, et que la libre entreprise dans le cadre du droit donne de meilleurs résultats. [...] Cela signifie agir pour libérer les marchés, élargir les choix, réduire l'intervention gouvernementale et donc entraîner une plus grande convergence économique.

Notre objectif [...] doit être de déréglementer, d'éliminer les contraintes commerciales, de nous ouvrir.

La Grande-Bretagne a montré l'exemple en ouvrant ses marchés aux autres. [...] Il s'agit de véritables conditions requises car c'est ce dont les milieux d'affaires de la Communauté ont besoin pour pouvoir effectivement concurrencer le reste du monde. Et c'est ce que le consommateur européen veut, car cela va lui permettre d'étendre son choix et de vivre à moindre coût.

Margaret Thatcher, Premier ministre britannique, déclaration au Conseil européen lors du sommet de Bruges, 20 septembre 1988.

REPERES :

1971

1991

Libéralisation et dérégulation

1971 :
Fin de la
convertibilité
du \$ en or = Fin
du système de
Bretton Woods.

1973 et 1979 :
Chocs
pétroliers.

1976 :
Accords de
Kingston : fin
des parités
fixes.





Vers une nouvelle gouvernance : le G6

Premier sommet du G6 à Rambouillet du 15 au 17 novembre 1975.

L'objectif de ce sommet est d'échanger sur la situation économique mondiale et de restaurer la stabilité monétaire par des politiques concertées. Il réunit, à l'initiative de la France, les dirigeants des six principales puissances économiques occidentales (de gauche à droite): Aldo Moro (Italie), Helmut Schmidt (RFA), Gerald Ford (États-Unis), Valéry Giscard d'Estaing (France), Harold Wilson (Royaume-Uni) et Takeo Miki (Japon).



Une « diplomatie de club »

Le G8: Ronald Reagan, Yashuro Nakasone, Jacques Delors, Margaret Thatcher, Helmut Kohl, François Mitterrand, Brian Mulroney, Bettino Craxi, Bonn, mai 1985. À partir du sommet de Rambouillet, en 1975, les chefs d'État des grandes puissances économiques de la planète se réunissent régulièrement dans ce qui s'apparente à un directoire des pays riches : on parle de « diplomatie de club ».

B. Les mutations et les critiques de la gouvernance mondiale.

3. La fondation du G7

Les chefs d'État et de gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, des États-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni [...], de l'Italie et du Japon¹ [...] sont convenus de la déclaration suivante :

1. [...] Nous avons procédé à un échange de vues approfondi et positif sur la situation économique mondiale, les problèmes économiques communs à nos pays, leurs conséquences humaines, sociales et politiques et les programmes d'action destinés à les résoudre.

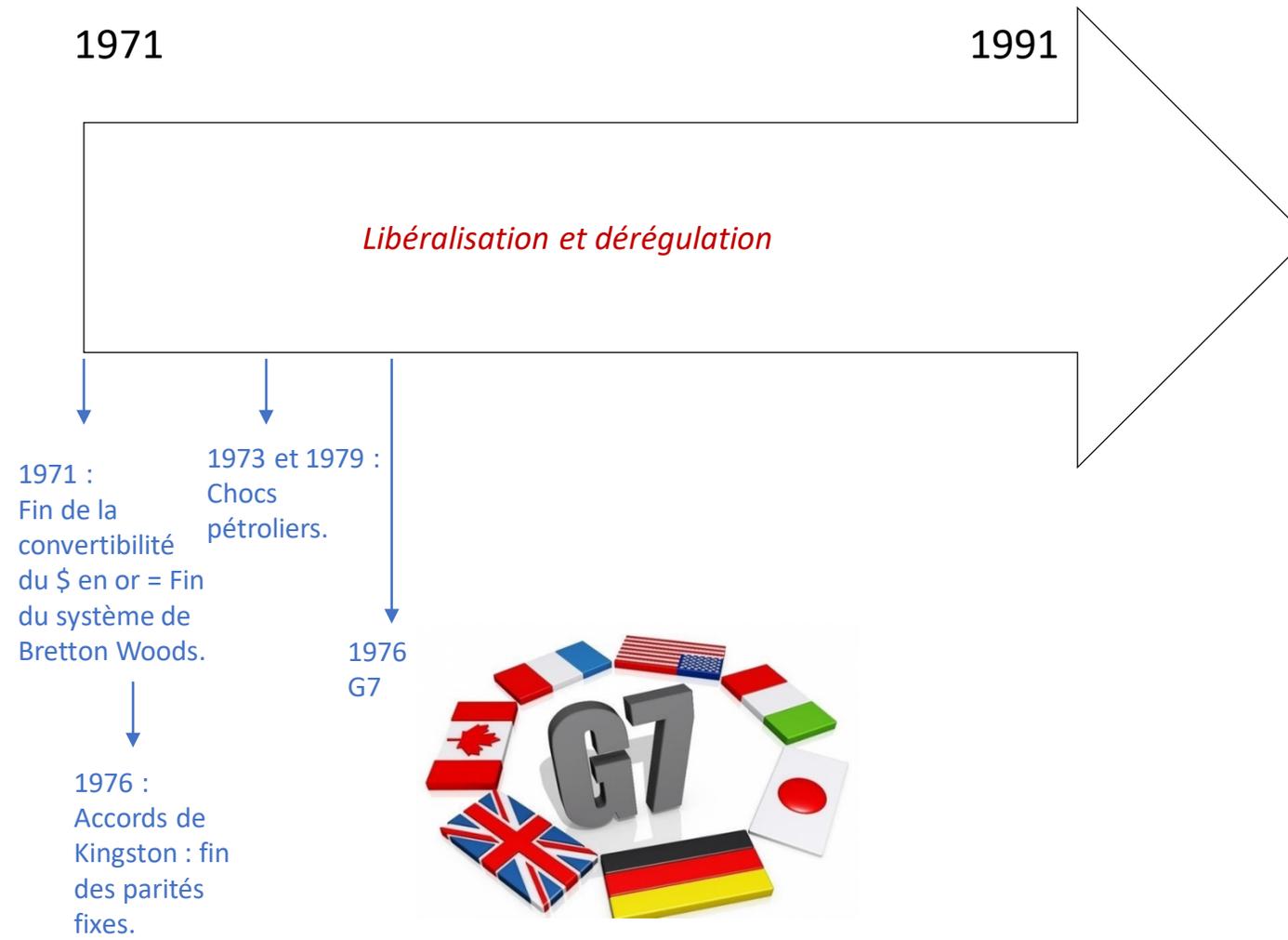
2. [...] Nous sommes chacun pour notre part responsables de la conduite d'une société ouverte, démocratique, profondément attachée à la liberté individuelle et au progrès social. Notre succès renforcera, et cela de façon décisive, l'ensemble des sociétés démocratiques. Chacun d'entre nous a la responsabilité d'assurer la prospérité de l'économie d'un pays industriel important. La croissance et la stabilité de nos économies aideront à la prospérité de l'ensemble du monde industriel et des pays en développement.

3. [...] Nous sommes décidés à assumer pleinement nos responsabilités et à développer nos efforts en vue d'une coopération internationale accrue et d'un dialogue constructif entre tous les pays, dépassant les disparités de leur développement économique, l'inégalité des ressources dont ils disposent et les différences de leurs systèmes politiques et sociaux. [...]

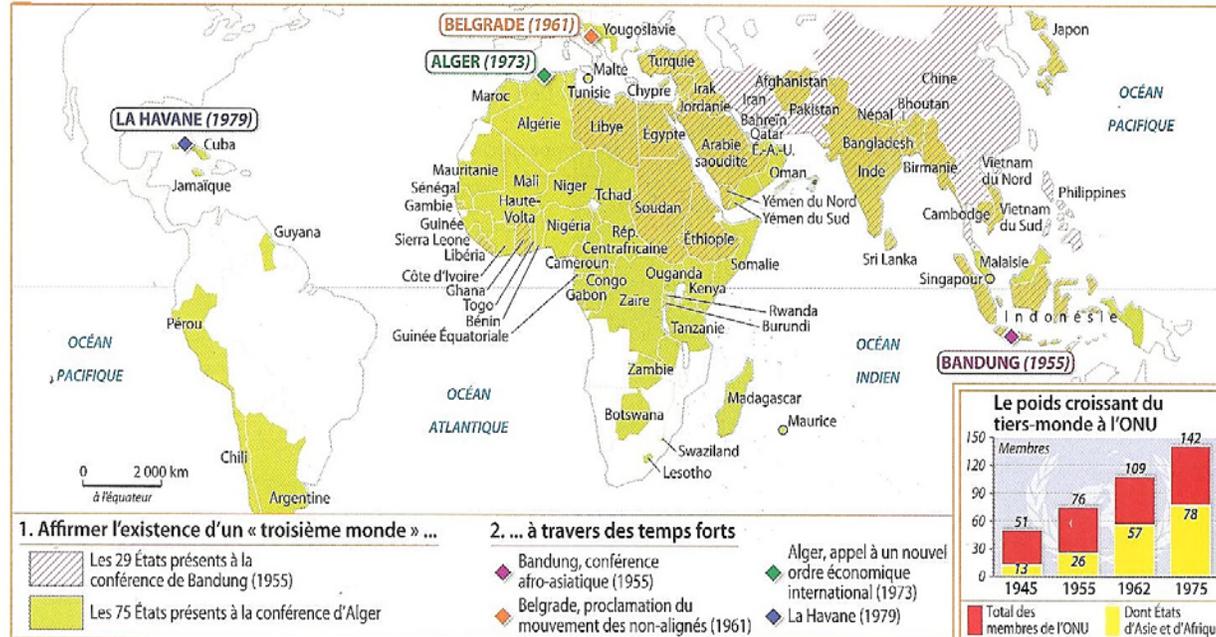
Déclaration de Rambouillet (France), 17 novembre 1975.

1. Dès 1976, le Canada rejoint ces 6 pays au sein du G7.

REPERES :



4. L'affirmation du tiers-monde dans la gouvernance mondiale (1955-1980)

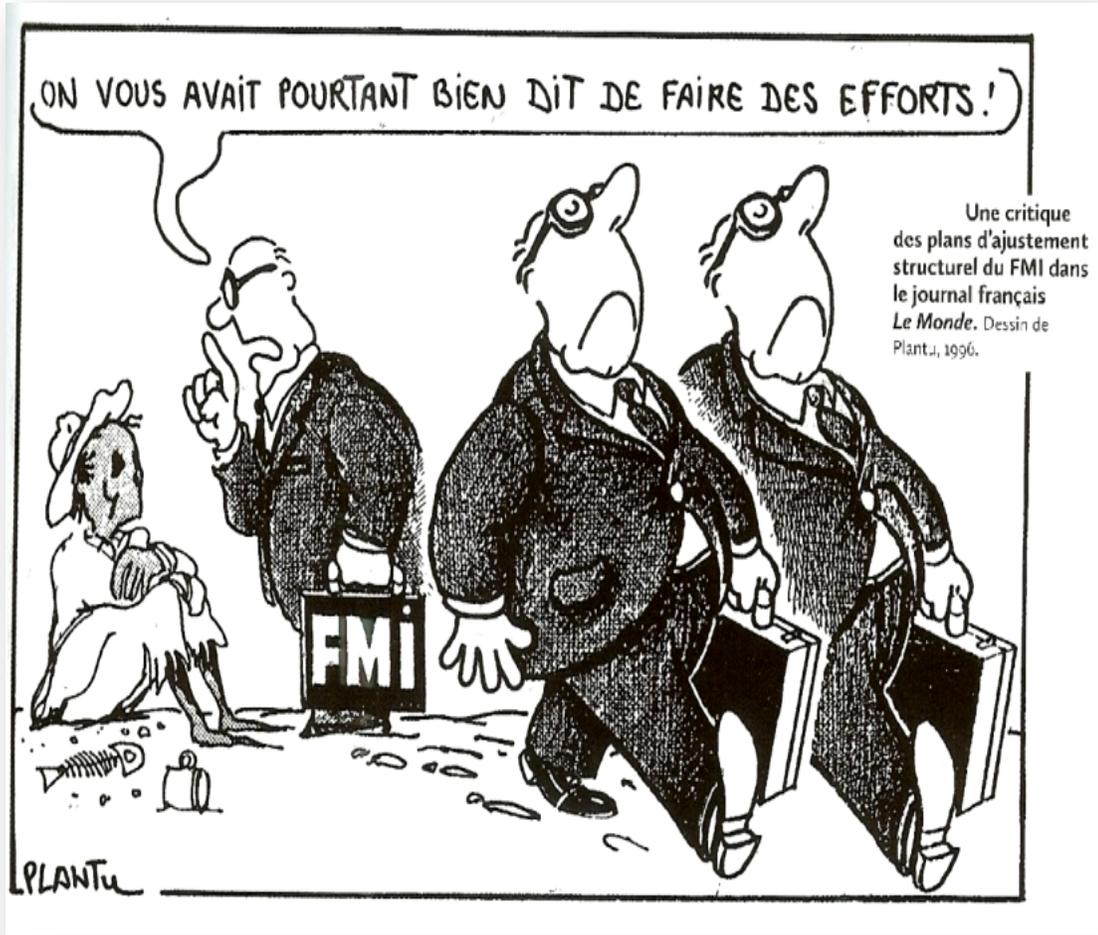


5. Pour un nouvel ordre économique international

Le problème du développement devient aujourd'hui la priorité des priorités à laquelle nous tous devons faire face [...]. Dans le monde où nous vivons, tous les leviers de commande de l'économie mondiale sont entre les mains d'une minorité constituée par des pays hautement développés. Cette minorité, de par sa position dominante, détermine à elle seule la répartition des ressources mondiales en fonction d'une hiérarchie des besoins qui lui est propre. Cette situation a eu pour effet d'ériger en une sorte de loi universelle la dynamique suivant laquelle les uns ne cessent de s'enrichir, pendant que les autres s'appauvrissent dans l'appauvrissement. [...]

En détenant l'essentiel des marchés de consommation des matières de base, ainsi que le quasi-monopole de la fabrication des produits manufacturés et des biens d'équipement, en détenant aussi les monopoles des capitaux et des services, les pays développés ont pu fixer, à leur guise, tant les prix des matières de base qu'ils prennent aux pays en voie de développement, que ceux des biens et des services qu'ils fournissent à ces derniers. De la sorte, ils se trouvent dans une position où ils peuvent drainer à leur profit et par une multitude de canaux les ressources des pays du Tiers-Monde.

Houari Boumediene (président de l'Algérie), discours devant la 6^e session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, New York, avril 1974.



REPERES :

